



# L'ÉCHO

5

44, Grande-Rue 44,

DE ROUBAIX-TOURCOING

85, Rue des Ursulines

5

Bureaux - LILLE, 15, RUE D'ANGLETERRE, 15, LILLE. - TÉLÉPHONE : 672 - (POUR PARIS : 5, rue Bayard, 5)

ADVENIAT REGNUM TUUM

Jeudi 20 mai - ASCENSION

Faites-nous cette grâce, Dieu tout-puissant, que nous qui croyons votre Fils unique, notre Rédempteur, est aujourd'hui monté aux cieux, nous y habitions aussi nous-mêmes par l'ardeur de nos desirs.

MERCREDI 19 MAI 1909

## La journée

En Conseil de Cabinet, les ministres se sont mis d'accord sur les articles du statut des fonctionnaires, visant les conditions de recrutement et d'avancement.

La Chambre a tenu exceptionnellement séance mercredi pour discuter la question des primes à la sériciculture.

La Confédération générale du travail a décidé, hier, d'adresser un manifeste aux organisations ouvrières pour les inviter à la grève générale de solidarité en faveur des postiers.

Bien que plusieurs corporations aient pris des résolutions favorables à la grève générale, on n'en a pas encore vu les effets.

Quant à la grève des postes, elle paraît à sa fin.

Quatre nouveaux commandants de corps d'armée viennent d'être nommés : Ce sont : au 8<sup>e</sup> corps, à Tours, en remplacement du général Blanc, le général Gillain, commandant la 1<sup>re</sup> division de cavalerie ; au 8<sup>e</sup>, à Bourges, en remplacement du général d'Armagnac, le général Picard, commandant la 16<sup>e</sup> division d'infanterie ; au 13<sup>e</sup>, à Clermont-Ferrand, en remplacement du général Perrin, le général Goiran, commandant la 6<sup>e</sup> division d'infanterie ; au 3<sup>e</sup>, à Rouen, en remplacement du général Torcy, le général Munier, commandant la 29<sup>e</sup> division d'infanterie.

Nous recevons d'intéressants détails sur la comparution de Mgr l'évêque de Cahors.

ETRANGER. — Le « Journal officiel » a publié la nomination de Mahmoud Dhekket pacha au poste d'inspecteur général des corps d'armée de Constantinople, d'Andrinople et de Salonique, ainsi que la nomination de Husni pacha comme vali d'Uskub.

— Lig Jasu a été proclamé héritier du trône éthiopien. La proclamation a eu lieu en présence de tous les grands chefs et d'environ 20 000 soldats.

— Le général Stossel et l'amiral Negogloff ont été remis en liberté.

## Pèlerinage à Jeanne d'Arc

Un pèlerinage à Jeanne d'Arc sera bien accueilli en ce moment. Le Conseil général des pèlerinages en organise un pour les samedi et dimanche 26 et 27 juin.

## Le « Pèlerin »

Sommaire du numéro du 23 mai 1909 (Edition complète) : En l'honneur de Jeanne d'Arc : à Orléans, à Lille, à Paris — En prévision de la grève : les Chambres de commerce, les pigeons. — A la Galerie des Machines. — L'Internationale à la Chambre. — Promenade à travers le monde des nouvelles, avec une illustration de Lemot. — Oman : Une misère dorée, par M. Dely, avec une illustration de Janet. — Ravures : Les fêtes d'Orléans (2 photographes) — Pendant la grève des postes (4 photographes) — La mosquée d'Éyoub. — Essai de dialogue allemand. — Manifestation anticlérical à Lille (dessin de Damblans). — Le serpent et la lime (page par Lemot). — Notes de la semaine : Place aux malades (St. Coube). — Jean-Baptiste Coluche (M. Dumoulin). — nouvelles politiques et agricoles. — Abonnement : Edition ordinaire, un an, 6 fr. ; un numéro, 0 fr. 10. Edition de luxe, un an, 10 fr. — Maison de la Bonne Presse, 5, rue Bayard, Paris, VIII.

## SURSUM !

Il ne faut jamais désespérer de la France.

Nation manifestement prédestinée, cent fois visitée au cours de son histoire par le miracle divin sous toutes ses formes, elle est, à n'en pas douter, mandatare par la Providence pour rayonner. Elle a une vocation et un tempérament d'apôtre.

Cela est si vrai que dans ses crises de perversion et de corruption, elle ne se pervertit ni ne se corrompt jamais seule. Toutes ses maladies sont contagieuses pour les voisins, comme sa bonne santé les assainit et les vivifie.

Nos bons voisins les Belges, par exemple, se plaignent souvent des effluves empoisonnés et dissolvants qui leur viennent du Sud par-dessus la frontière. Notre littérature, nos arts, notre philosophie, nos mœurs les empestent. Et ils pestent parfois avec acrimonie. Ils tendent un cordon sanitaire de sage police pour arrêter à leurs portes cette invasion pernicieuse.

Ils ont raison de faire cela, mais qu'ils ne nous maudissent pas. Qu'ils y regardent de près, qu'ils observent, qu'ils analysent et qu'ils sentent tout le bien qui leur est arrivé du Sud avant et même avec toutes ces influences malignes. Qu'ils voient notamment d'où vient en partie ce beau souffle d'apostolat qui s'est emparé d'eux et qui a multiplié parmi eux les conquérants de la foi qu'on rencontre en tant de pays étrangers, surtout dans leur beau Congo. Qu'ils comptent leurs missionnaires et leur demandent quelle part d'exemple venu de France a contribué à mettre dans leur cœur le feu sacré. Qu'ils examinent aussi ce que leur bonne littérature et leurs bons orateurs doivent à la bonne culture française. Qui, qu'ils sentent tout cela, et peut-être seront-ils plus indulgents, ne serait-ce que pour ne point paraître ingrats, comme nous nous taxerions d'ingratitude si nous méconnaissions la puissante et bienfaisante influence d'action sociale qu'ils ont exportée chez nous.

Et puis, qu'on sache bien que ni les perversions de la France ni ses gangrènes ne l'atteignent jamais toute et ne sont jamais mortelles. Elle possède en elle une sève de christianisme et un levain moral qui finissent toujours par la guérir de ses propres décadences. Elle a dans l'atavisme de sa foi, dans son clair bon sens, dans sa sagesse et dans les interventions certaines de la Providence tous les remèdes nécessaires, qui ont toujours suffi pour la guérir.

Voyez en ce moment. Il semblait, depuis quelques années, que le rouleau maçonnique passait et repassait sur notre patrie, avait tout aplati et écrasé, tout : flertés, libertés, caractères, consciences, idéal.

L'âme vivante et vibrante de la France n'était plus, pensait-on. Elle gisait broyée, pulvérisée, unifiée dans l'athéisme grossier et le matérialisme abject.

C'était un pays fini. Il n'y avait plus qu'à le laisser cuire, pourrir plutôt, dans son jus ; dans son or, dans sa fièvre de jouissances, dans son délire de plaisirs, dans son ivresse stupide.

Et voici que soudain des réveils inattendus et significatifs se produisent de toutes parts. Il a suffi que l'Eglise évoquât une figure de jeune fille, enfoncée et presque disparue naguère dans le lointain des siècles, dans la nuit finissante de ce moyen âge, plus sombre, au dire des primaires, que les ténébreuses elles-mêmes.

Le Pape dressa cette figure sur un autel. Il prononça une parole la proclamation Bienheureuse. Et des milliers de voix qui avaient dit cela, il la contresigna en imprimant un baiser sur l'étamine tricolore du drapeau national. Et aussitôt, à ce baiser du ciel, au doux et chaud rayonnement de cette figure de jeune fille, à cette acclamation : « Bienheureuse Jeanne d'Arc, priez pour nous ! » un grand frisson, profond, parti des derniers replis chrétiens du cœur de la nation, la secoua toute.

Les cloches sonnèrent à toute volée, le drapeau national jeta dans les arrières de nos cités et les chemins creux des campagnes un ruissellement de pourpre, d'azur et de blanche clarté ondulant sous le souffle d'un vent nouveau, d'un enthousiasme général que les foules avaient désappris, d'un tressaillement des cœurs qui battaient plus vite.

Vive Jeanne d'Arc ! Ce cri sembla avoir réveillé les morts, redressé ceux qui se traînaient, fait rebondir tout ce qui, dans les âmes, était aplati et flasque.

Et ce fut ainsi à Paris, en une apothéose dont tout ce qu'on a dit est au-dessous de la réalité ; ce fut ainsi à Rennes, à Nancy, dans le Midi, dans le Nord, à Lille, par exemple, où le Triadum de la Bienheureuse s'acheva par

une marche triomphale à travers la cité toute pavée, toute debout, applaudissant, acclamant sur tous les trottoirs, de tous les balcons, de toutes les mansardes.

Dites donc, n'est-ce rien cela ? N'est-ce pas un signe de Dieu et aussi un signe de vie, de survie, que dis-je ? de résurrection nationale ?

Si vous en doutez, il vous suffirait pour être fixé de prêter l'oreille aux abois éperdus des « chiennes d'enfer », de toute la meute lanternière.

Et à côté de cette resplendissante manifestation d'esprit nouveau, que d'autres indices le font deviner ou le décèlent clairement ! C'est cette levée de colères populaires contre le parlementarisme jouisseur et oppresseur. Ce sont ces appels très nets à la liberté de conscience, à la vraie liberté de penser, qui se mêlent aux revendications des opprimés. Ce sont ces indignations que déchaîne le sectarisme dans des milieux où elles étaient les plus inattendues. Ce sont des déclarations comme celles que faisait l'autre jour un sénateur radical inaugurant à Constantinople le monument de La Moricière :

« La République ayant pour premier principe et pour raison d'être la liberté de penser, des républicains, moins que tous autres, ne peuvent faire grief au vaincu de Castelfidardo de son dévouement au Saint-Siège... Depuis quand est-ce un crime d'avoir des croyances et un idéal religieux ? »

Ce sont encore ces longs et unanimes applaudissements qui éclataient, ces jours-ci, sur tous les bancs du grand amphithéâtre de la Sorbonne, où se pressait l'élite intellectuelle de la France, quand le grand explorateur commandant d'Ollone rendait un hommage ému et vibrant à nos missionnaires qui, en plein cœur de l'Asie, lui rendirent possible la pénétration dans des contrées inaccessibles, où ces exilés volontaires parmi les peuples les plus sauvages du globe, consumés obscurément leur vie à faire aimer leurs deux seules amours : Dieu et la France.

Où, tous ces signes, tous ces indices que nous pourrions montrer par centaines prouvent le grand fait nouveau. Ce fait, c'est la France qui se ressaisit, qui reprend sa Voie, qui s'oriente vers la Vérité, qui revient à la Vie : au Christ, à la Vérité et à Dieu ! C'est l'Ascension de la France !

*Sursuim !*

## GAZETTE

Quelques renseignements sur le F. traquant Marx

M. Tourmentin publie quelques renseignements intéressants sur le F. Marx, le juif maçon, l'officier traquant dont le Tribunal correctionnel de Paris a condamné après-midi. Voici ce que dit M. Tourmentin :

La grande puissance du F. Marx lui venait principalement de l'amitié du général Picquart. Un des premiers actes de celui-ci, en arrivant au ministère de la Guerre, fut d'appeler à Paris son ami Marx. Le général Picquart, qui n'est pas maçon, ne pouvait se passer de délégué de choix auprès de la Frano-Maçonnerie.

Le 5 février 1901, l'ordre du jour de la Loge La Nouvelle Jérusalem (rite écossais), qui siège à Paris, 42, rue Rochechouart, portait cette mention :

Conférence : M. Tourmentin et Antoinette par le F. capitaine H. Marx, rapporteur près le premier Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris. — F. capitaine A., officier d'ordonnance, et par le F. capitaine A., officier d'ordonnance.

L'initiale de convention A. cachait — on ne le dissimulait pas dans la Loge — le nom d'un officier d'ordonnance du ministère de la Guerre. Ces détails peuvent avoir une certaine importance au cours de l'affaire qui se déroule actuellement.

La Loge La Nouvelle Jérusalem affichait, à cette époque, en tête de ses ordres du jour les noms suivants :

Vén. d'honn. : FF. Louis Astéma (aujourd'hui juge de paix du XV<sup>e</sup> arrondissement) ; Frédéric Goldschmidt ; Vén. de : F. A. Lévy-Oulmann (avocat à la Cour d'appel) ; Sec. : F. Edmond Goldschmidt (publiciste) ; Trés. : F. M. Juncker (avocat à la Cour d'appel).

Ces honorables francs-maçons étant susceptibles d'être appelés comme témoins à décharge dans l'affaire Marx, je les signale volontiers au ministère public, pour faciliter sa tâche.

M. Taft veut faire avancer les horloges des États-Unis

M. Taft vient de soumettre au Conseil des ministres un projet tendant à avancer les horloges de deux heures pendant l'été, afin que dans tout le pays on commence et finisse le travail deux heures plus tôt en été qu'en hiver, de façon à jour autant que possible de la lumière du jour.

Il faut faire silence sur ces grandes manifestations catholiques qui ont fait silence sur le geste du Pape embrassant le drapeau tricolore. D'autres ont même prétendu que le drapeau bûché par le Pape était le drapeau blanc. Ils ont dit que Pie X avait voulu faire une manifestation royaliste.

L'Information populaire par l'affiche. 65, rue de Saintonge, Paris, répond au jour le jour aux colporteurs de la presse hostile. En quelques mots, texte d'une affiche placardée sur les murs de Paris, placardée aussi en province, elle porte à la connaissance de tous, ce que quelques-uns voudraient laisser ignorer à tous. En quelques mots, elle réfute deux ou trois objections, deux ou trois mensonges.

C'est ce que fait la dernière affiche apposée sur les murs de Paris. En voici le texte :

A ROME aux fêtes de la béatification de JEANNE D'ARC

en présence de 67 évêques français et de 5000 pèlerins français.

LE PAPE PIE X a pris dans ses bras LE DRAPEAU TRICOLERE et l'a affectueusement embrassé.

Merci au Pape qui aime la France.

## Les nouveaux commandants DE CORPS D'ARMÉE

Le ministre de la Guerre vient de nommer les généraux de division suivants au commandement des corps d'armée ci-après :

Goiran, commandant la 6<sup>e</sup> division d'infanterie, au commandement du 13<sup>e</sup> corps d'armée, à Clermont-Ferrand, en remplacement du général Perrin, maintenu dans ses fonctions de membre du Conseil supérieur de la guerre.



Le général GOIRAN commandant du 13<sup>e</sup> corps à Clermont-Ferrand

Né en 1847, à Nice (Alpes-Maritimes), c'est, après l'annexion de cette ville à la France, le premier Nivôis admis à l'École Polytechnique où il entra en 1866, sous-lieutenant en 1868, il prit part à la bataille de Sedan en 1870, où il fut fait prisonnier. Capitaine en 1874, il est breveté état-major en 1885, chef d'escadron en 1886, lieutenant-colonel en 1893, colonel en 1897 ; étant directeur de l'artillerie de Tunisie, il construisit les arsenaux d'artillerie de Tunis, Sousse et Bizerte. Général de brigade en 1902, a commandé successivement la 21<sup>e</sup> brigade d'infanterie, à Nancy, et la 18<sup>e</sup> brigade d'artillerie, à Vincennes. Général de division en 1906, était à la tête de la 22<sup>e</sup> division d'infanterie, à Saint-Etienne, avant de venir à la 6<sup>e</sup> division, à Paris. Comte quatre-vingt ans de services et 7 campagnes.

Picard, commandant la 16<sup>e</sup> division d'infanterie, au commandement du 8<sup>e</sup> corps d'armée, à Bourges, en remplacement du général d'Armagnac, arrivé au terme de son commandement.



Le général PICARD commandant du 8<sup>e</sup> corps à Bourges

Né en 1846, à Arles (Bouches-du-Rhône), le général Picard est entré à Saint-Cyr le 20 octobre 1866, et en est sorti en 1868 comme sous-lieutenant dans l'infanterie. Lieutenant en 1870, capitaine en 1874, chef de bataillon en 1883, lieutenant-colonel en 1892, colonel en 1896, général de brigade en 1901 et général de division en 1906, il compte quarante-deux ans de services et 6 campagnes.

Gillain, commandant la 1<sup>re</sup> division de cavalerie, membre du Comité technique de la cavalerie et de la Commission mixte des travaux publics, commandement du 9<sup>e</sup> corps d'armée, à Tours, en remplacement du général Blanc, placé dans la section de réserve.

Né en 1849, à Saint-Leu-Taverny (Seine-et-Oise), il est entré à Saint-Cyr en 1867 ; en est sorti sous-lieutenant en 1869, dans la cavalerie. Lieutenant en 1872, capitaine en 1877, chef d'escadron en 1887, lieutenant-colonel en 1894, colonel en 1898, général de brigade en 1901 et général de division en 1904, il compte quarante-deux ans de services, 15 campagnes, 1 blessure.

Munier, commandant la 29<sup>e</sup> division d'infanterie, au commandement du 3<sup>e</sup> corps d'armée à Rouen, en remplacement du général de Torcy, qui est, sur sa demande placée dans la position de disponibilité.

Né en 1848, à Chalamont (Ain), le général Munier est entré à Polytechnique en 1865. Sous-lieutenant en 1869, lieutenant en 1874, capitaine en 1874, chef d'escadron en 1886, lieutenant-colonel en 1893, colonel en 1896, général de brigade en 1901 et général de division en 1906, il compte quarante-cinq ans de services.

## CONSEIL DE CABINET

Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis ce matin en conseil de Cabinet au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Clemenceau.

Les ministres ont continué l'examen du projet ayant pour but d'attribuer au statut légal aux fonctionnaires.

Ils se sont entièrement mis d'accord sur les articles concernant les conditions de recrutement et d'avancement.

Dans le Conseil de Cabinet qui sera tenu vendredi les ministres examineront les dispositions relatives à la discipline du personnel des diverses administrations de l'Etat.

Un Conseil des ministres aura lieu samedi matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Fallières.

## L'enquête sur la marine

La Commission d'enquête sur la marine, ayant terminé à peu près toutes ses auditions, a commencé la discussion de ses conclusions. Celles-ci, fort longues et motivées avec précision, seront présentées à la Chambre sous forme de motions qu'elle aura à approuver.

La Commission a adopté hier la première de ces motions. Elle critique et blâme les procédés employés par l'administration de la marine et notamment par le service des constructions navales dans l'application du programme naval de 1900 et de 1906, en ce qui concerne les commandes et la construction des cuirassés du type Patrie et Danton, qui ont subi les retards et donné les mécomptes que l'on sait.

Cette motion vise MM. Pelletan et Thomson, anciens ministres de la Marine, sous l'administration desquels furent données les commandes et les ordres de construction que la Commission trouve irréguliers et blâmables.

## Mgr l'évêque de Cahors en police correctionnelle

Nous recevons sur la comparution de Mgr Laurans les détails suivants :

Lundi, 17 mai, à 1 heure, Mgr Laurans, neuf heures de son diocèse et un vicarioire de la cathédrale ont comparu devant le Tribunal correctionnel de Cahors, en l'inculpation d'avoir provoqué à la résistance aux lois, délit prévu par l'article 305 de la loi du 9 décembre 1905.

On sait que le vaillant prêtre a condamné certains livres d'histoire et de morale et mis en interdit les écoles publiques de son diocèse où ces livres sont mis entre les mains des élèves.

Mgr l'évêque et ses co-accusés ont reconnu le délit — si délit il y a — qui leur était reproché.

M. G. Mgr Laurans, dans une déclaration magnétique, pour nous publier prochainement le texte, a revendiqué hautement la pleine et entière responsabilité de l'acte incriminé, et a repoussé toutes les circonstances atténuantes, attendu qu'il n'a eu pour excuse ni la jeunesse, ni l'irréflexion, attendu surtout qu'il n'a aucun repentir de sa faute.

Dans l'espèce, d'ailleurs, Monseigneur et les prêtres qui ont donné lecture de sa lettre pastorale du 19 décembre 1908, n'ont provoqué à la résistance à aucune loi, et notamment à la loi sur l'enseignement primaire obligatoire que le ministère public a plaidé ; car, en condamnant quatre ou cinq livres seulement sur les cinquante de la liste officielle parmi lesquels les instituteurs ont le choix, le document épiscopal a laissé à ces derniers assez de latitude pour adopter des livres classiques irréprochables et rendre leurs écoles accessibles aux consciences catholiques.

Trois éminents avocats du barreau de Cahors : M<sup>rs</sup> Martin, de Vaion et Gisbert, avaient assumé l'honorable tâche de défendre les prévenus. Chacun a apporté dans sa plaidoirie son cachet particulier, mais tous ont lumineusement et éloquemment démontré la thèse juridique à l'abri de laquelle ils se mettaient et ils n'ont eu aucune peine à détruire, pièce par pièce, les arguments assez faibles d'ailleurs, que M. le procureur avait apportés dans son réquisitoire.

## Qui est-ce qui « s'égare » ?

M. Clemenceau a proféré, le 13 mai, un joli blasphème.

Il a dit : « Quand la démocratie s'égare, il faut l'éclairer. »

Quoi ! la démocratie peut donc s'égarer ? En voilà une bien bonne dans le bouche d'un « pur ».

En 1793, M. Clemenceau eût payé de sa tête cette affirmation insolente.

Sur quoi, en effet, se fonde la doctrine révolutionnaire, sinon sur le dogme de la souveraineté du peuple, inflexible par essence ?

Quand la masse veut quelque chose, il est donc des moments où on peut lui dire : « Tu es raison », et des moments où on peut lui dire : « Tu es tort ! » Mais pourquoi ?

Quel flambeau, quelle lumière permet de distinguer les moments où elle a raison et les moments où elle a tort ?

Reprenons la phrase de M. Clemenceau et traduisons-la en langage pratique. Que signifie-t-elle, sinon ceci : « La majorité est quelquefois stupide, et c'est alors la minorité qui doit mener le pays. »

Rien de plus aristocratique, au fond, que cet état d'âme ; mais aussi, rien qui cadre mieux avec le caractère connu de nos politiciens.

Donc, le suffrage universel s'égare, et un petit groupe d'hommes, avec M. Clemenceau comme porte-lanterne, se charge de lui montrer le droit chemin.

Pendant que l'ancien meneur de tant d'oppositions prend sa pose de Casimir-Périer (celui de Louis-Philippe), l'attitude d'une partie de la presse rouge est curieuse à observer.

Plusieurs organes des plus combattifs ont perdu leur combativité. Leur socialisme est devenu sage et patient. Ce n'est plus la fureur éclatante, la véhémence adhésive d'il y a quelques années, les formidables imprécations contre la bourgeoisie et le capitalisme, l'appel à la lutte des classes, les revendications à outrance en faveur des propriétaires de toute catégorie.

De rouge, cette fraction de la presse est devenue presque rose. Depuis que le « bloc » est au pouvoir, elle ne prédit plus que la modification. Elle ne verse plus l'huile sur le feu, mais dans les rouages.

L'autre jour, l'un de ses organes, au titre supplémentaire jacobin, condensait à la fois les menées « révolutionnaires » et les menées « réactionnaires », enveloppant « chose inouïe » l'adjectif « révolutionnaire » et l'adjectif « réactionnaire » dans la même réprobation.

Qui l'eût dit aux beaux temps du ministère Méline, quand toute la presse radicale et socialiste jetait feu et flamme contre les modérés ?

Les plus acharnés à soutenir, jadis, que le péril était exclusivement à droite, sont obligés de braquer leurs batteries sur des adversaires de gauche, et leur style, peu à peu, s'orne de tous les lieux communs qui caractérisaient autrefois la littérature « opportuniste ».

« Au lieu de piment et de vinaigre, la presse qui encourageait tant de grèves nous sert aujourd'hui des plats sucrés. Certains mercures de journaux à étiquette socialiste ne dépareraient pas le grave Temps et les honnêtes Débats. »

Du reste, ce n'est pas seulement aux facteurs que ces publicistes prêchent le calme. Tous les grévistes, quels qu'ils soient, son sûrs d'attraper des sermons, et ceux d'entre eux qui se souviennent n'en peuvent croire leurs yeux, lorsqu'ils aperçoivent ces exhortations doucereuses à la place même où les mêmes écrivains produisaient naguère les appels belliqueux à la révolte.

La révolte, c'est bon quand nous ne sommes pas au pouvoir, ou quand nos amis n'y sont pas. Mais quand ils y sont, dame ! c'est une autre paire de manches, et tous les salarés doivent se tenir pour contents. S'ils sont mécontents, c'est alors qu'ils « s'égarent », et le gouvernement se chargea de les « éclairer ».

Ainsi pensèrent les Girondins, une fois qu'ils furent les maîtres. Et ils trouvaient que les Jacobins, en s'agitant encore, faisaient preuve d'un bien mauvais goût.

Mais on sait que les Robespierre et consorts ne se laisseront pas arrêter par ces éloquentes reproches, et que la guillotine, dressée pour Louis XVI, resta debout pour Vergniaud.

Or, ce que firent là les « grands ancêtres », nous ne pouvons le désapprouver, puisque Robespierre et ses séides font partie du « bloc » révolutionnaire, et que l'apothéose du « bloc » est précisément la doctrine qui a fait le succès de M. Clemenceau.

Les postiers en grève font partie du « bloc », eux aussi. C'est le « bloc » de 1909, au lieu d'être celui de 1793. Mais eux aussi sont des successeurs logiques du groupe qui les a précédés. Ils ont le droit d'entrer dans la carrière, quand leurs aînés n'y sont plus, ou même quand ils y sont encore. Ils représentent, s'ils doivent triompher, le gouvernement régulier de demain, comme les émeutiers amis de la Montagne, au moment où le canon d'Henriot faisait déguerpir les conventionnels girondins, représentaient le gouvernement qui allait succéder à ceux-ci. Vergniaud et ses acolytes pensaient sans doute que la démocratie s'égareit, et qu'il était bon de l'éclairer sur son vrai bonheur. Mais les canonniers d'Henriot pensaient que l'« égarement » était du côté des législateurs à grandes phrases et que la lumière ne pouvait sortir que de la gueule de leurs canons. Et l'événement prouva si bien qu'ils appartaient à une école de clarté remarquable,